

Un secteur des engrais égyptien dynamique qui doit fait face à des enjeux protéiformes



Le secteur des engrais, en forte croissance, est stratégique pour l'économie égyptienne. Sur le plan financier, il constitue le second excédent commercial de l'Egypte (près de 1 Md USD en 2021), et les perspectives à l'export sont particulièrement favorables, bien que limitées momentanément à court terme par les besoins du marché domestique dans le secteur du blé. Ce dernier est au cœur des enjeux de souveraineté alimentaire que le conflit russo-ukrainien vient exacerber. Si l'Egypte n'ambitionne pas de « verdir » l'ensemble du secteur à court terme, plusieurs projets pilotes sont en train d'être lancés.

Un secteur des engrais dynamique, stratégique pour l'économie égyptienne

Un secteur clé pour l'économie égyptienne...

L'Egypte se classe au 11^{ème} rang des pays exportateurs d'engrais en 2020, et devrait continuer sa progression dans les années à venir. Le pays détient désormais 2,6 % des parts de marché sur le secteur contre moins de 1 % en 2015. Si le secteur ne représente que 5 % des exportations totales égyptiennes, il est particulièrement stratégique pour

l'économie égyptienne puisqu'il constitue le **second excédent commercial du pays** (978 MUSD en 2020). Les exportations égyptiennes d'engrais suivent une **trajectoire haussière** (+38 % sur 2016-2020 ans), qui s'explique d'abord par la **progression de la production d'engrais azotés** - qui représentent 80 % des exportations d'engrais - et, dans une moindre mesure par celle des engrais phosphatés. **La France est le premier importateur d'engrais égyptiens (12 % des exportations)** à égalité avec la Turquie (12 %) et suivi de près par l'Inde (11 %). L'Egypte dispose d'un **avantage comparatif important** pour la production d'engrais azoté grâce à ses **ressources gazières**, le gaz naturel représentant 80 % de leur coût de production.

...dominé par les acteurs publics...

L'Egypte produit environ 10 millions de tonnes d'engrais par an. Une douzaine d'entreprises concentrent l'essentiel de cette production. Si quelques **privatisations partielles** sont en cours, le **secteur public reste prépondérant**. Ainsi, *Abu Qir Fertilizers*, dont l'actionnariat est majoritairement public, concentre la **moitié de la production nationale** d'engrais azotés. Elle a fait l'objet, en avril 2022, d'une prise de participation partielle (21,5 %) par le **fond émirati ADQ**, qui a également acquis des parts dans la *Misir Fertilizers Production Company* (MOPCO). L'acteur semi-public **Fertiglobe** concentre pour sa part près de **25 % de la production**¹. Le **ministère des Entreprises publiques** détient directement des participations dans **trois entreprises d'engrais** à travers la **Chemical industries holding company**². Ces dernières **ont vocation (à travers des quotas) à fournir le secteur agricole local à des prix préférentiels**, peinent à être compétitives, et exportent peu³.

¹ Fertiglobe est une entreprise commune entre OCI N.V., filiale d'Orascom, un des principaux groupes de construction local et ADNOC, la principale compagnie pétrolière aux Emirats Arabes Unis. Le groupe dispose de 4 filiales dont une aux Etats-Unis, une aux Pays-Bas et deux en Egypte : EBIC (*Egypt Basic Industries Corporation*) qui produit de l'urée et EFC (*Egyptian Fertilizer Company*) qui produit de l'ammoniac.

² Le Ministère est actionnaire à hauteur de 50% dans l'entreprise *Egyptian Chemical Industrie* (KIMA) basée à Assouan, à 100% dans

l'entreprise *El Nasr for fertilizers & chemical industries* (SEMADCO) et également à 100% dans *El Delta Co. for Fertilizers & Chemical Industries*.

³ Le récent investissement public réalisé dans KIMA de près de 600 MUSD (nouvelle usine inaugurée par le président Sissi en décembre 2021) témoigne toutefois du caractère stratégique, en matière de souveraineté alimentaire, des entreprises publiques.

La forte croissance du secteur suscite un intérêt grandissant des acteurs militaires. Ces derniers s'intéressent particulièrement au **segment des engrais phosphatés** (moins de 10 % du marché), ce qui s'explique par leurs intérêts en amont de la filière car ils possèdent plusieurs mines de phosphates. La **National Service Projects Organization (NSPO)**, entité militaire rattachée au ministère de la défense, détient ainsi la **Nasr Company for Intermediate Chemicals (NCIC)**, producteur important d'engrais phosphatés et azotés. Cette entreprise a inauguré en 2019 à Ain Sokhna un méga-complexe industriel pour la production d'un **million de tonnes par an** d'engrais phosphatés. Ce projet est justifié par le projet de développement d'1,5 millions de feddans (625k hectares) de terres cultivables dans le désert. Le NSPO s'est également joint à trois autres entreprises publiques en 2018 pour former la « **Egyptian Marketing Company for Phosphate and Fertilizers** », qui détient plusieurs mines, produit des engrais phosphatés, et agit en tant qu'agent commercial de tous les producteurs de phosphate.

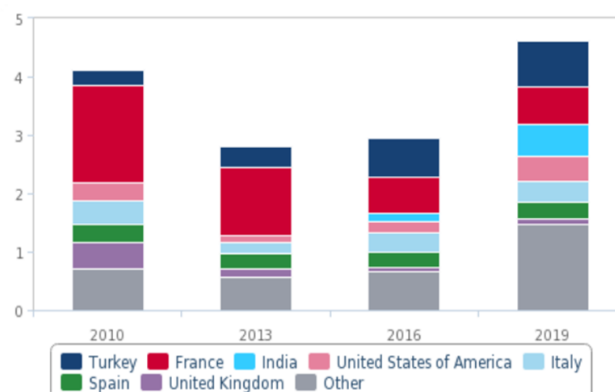
[...et qui offre de bonnes perspectives de croissance](#)

Alors que la demande européenne d'engrais azotés devrait se stabiliser avec le **durcissement des réglementations intra-européennes** pour ce type d'engrais (cf. infra), la demande vers l'**Afrique subsaharienne et la région MENA** devrait continuer à augmenter alors même que l'utilisation d'engrais dans cette région est encore limitée. Plusieurs **projets planifiés** devraient permettre d'augmenter la capacité de production de l'Egypte. Le groupe NCIC (**Nasr Company for Intermediate Chemicals, détenu par l'armée**) avec l'aide de **Thyssenkrupp** construit un nouveau complexe de fertilisants azotés à Ain Sokhna à proximité de son unité existante d'engrais phosphatés¹ (cf. supra). Le développeur néerlandais d'usines d'engrais, **Stamicarbon** (groupe Maire Tecnimont), a signé un contrat avec **Abu Qir Fertilizers** en avril pour rénover l'une de ses usines d'urée, qui devrait être opérationnelle en 2025.

¹ La réduction des capacités de production d'engrais phosphoriques aux Etats-Unis d'ici 2024, évaluée à 300 000 tonnes, constitue également une opportunité pour l'Egypte. Elle s'explique par la baisse en volume du phosphate extrait des mines américaines.

² Dès 1991, la directive européenne sur les nitrates vise à empêcher les nitrates d'origine agricole de polluer les eaux souterraines et de surface. En 2019, la Commission Européenne fixe de nouvelles règles pour harmoniser les exigences applicables aux engrais tirés de

Exportations égyptiennes d'engrais azotés par destination (en millions de tonnes)



Source : Trade Map, Fitch Solutions

[Une filière au cœur des enjeux environnementaux et de souveraineté alimentaire](#)

[Le verdissement du secteur, enjeu de compétitivité à l'international](#)

La production et l'utilisation d'engrais représentent entre **1 % et 2 % des émissions de gaz à effet de serre** dans le monde. La demande en ammoniac propre devrait rapidement augmenter. En Europe, le durcissement des **règlementations**² et l'introduction d'un **Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières (MACF)**³ incitent les pays producteurs à **s'adapter rapidement**. Le gouvernement mène une **double stratégie** : intensifier la production d'engrais carbonés tout en lançant des sites de production d'engrais « **verts** ». Plusieurs **projets** sont déjà en cours, dont certains portés par **des acteurs français**. Ils devraient faire l'objet d'un affichage particulier lors de la **COP 27** en novembre 2022 à Sharm-El-Cheikh. Fin 2021, le norvégien **SCATEC** a ainsi conclu un accord avec le producteur d'ammoniac **Fertiglobe** et le **Fonds souverain égyptien** pour développer 50 à 100 MW d'hydrogène vert qui sera utilisé comme matière

phosphate naturel et de matières premières organiques ou secondaires dans l'UE. Une nouvelle réglementation plus restrictive est attendue d'ici fin 2022.

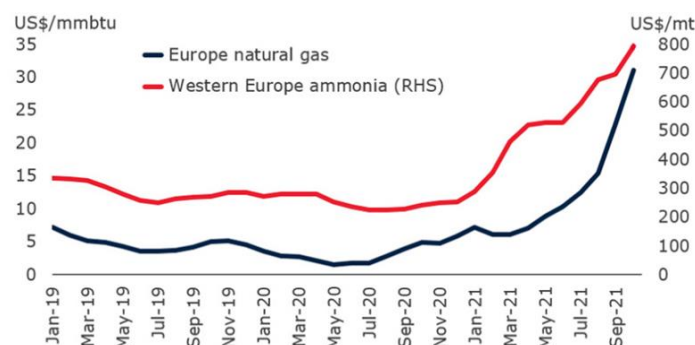
³ Le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) devrait être prochainement ratifié par le Parlement européen et a pour objectif principal de prévenir les fuites de carbone dans les secteurs suivants : ciment, aluminium, engrais, production d'énergie électrique, fer et acier.

première pour la production d'ammoniac vert, nécessaire à la fabrication d'engrais azotés.

Une filière au cœur des enjeux de souveraineté alimentaire

La filière engrais, compte tenu de son importance pour le secteur agricole, revêt un caractère particulièrement stratégique. L'accès de l'Egypte aux matières premières (7^{ème} réserves de phosphate au monde), et notamment au gaz, présente un atout indéniable pour son développement. Cela permet de réduire considérablement la volatilité des prix des engrais, et donc de limiter les hausses des coûts de production du blé domestique. Cette volatilité s'illustre aujourd'hui dans le contexte du conflit russo-ukrainien, qui a fortement renchéri le prix des engrais¹, alors que cette crise se rajoute à une pénurie mondiale des engrais préexistante². La hausse du prix du gaz renchérit également le prix des engrais azotés. Le conflit russo-ukrainien encourage l'Egypte à orienter davantage sa production locale vers son agriculture domestique (mouvement déjà débuté avant le conflit russo-ukrainien). Le gouvernement a aussi mis en place début 2021 des taxes à l'export afin de freiner les ventes des engrais azotés à l'étranger. L'intensification de l'usage des engrais ne semble toutefois pas être un levier efficace pour accroître la production agricole, les agriculteurs égyptiens recourant déjà massivement à ces intrants.

Coût des principaux intrants de l'engrais



Note: Last observation is October 2021.

Source : World Bank, Bloomberg

Le conflit russo-ukrainien renchérit le prix du blé sur les marchés mondiaux, qui a quasiment doublé depuis l'éclatement du conflit, ce qui pèse fortement sur l'Egypte dont 80 % des importations³ proviennent de Russie et d'Ukraine. Les réserves stratégiques égyptiennes ne permettent de couvrir que 2,5 mois de consommation domestique mais la récolte en cours (débutée en avril) devrait permettre de répondre aux besoins jusqu'en octobre / novembre selon les sources officielles. Afin de limiter cette dépendance, le gouvernement souhaite recourir davantage à la production locale de blé cette saison via l'achat (à des tarifs plus avantageux pour les céréaliers locaux) de 6 millions de tonnes de blé local, soit 70 % de plus par rapport à l'année précédente. Par ailleurs, les producteurs qui vendent 90 % ou plus de leur blé au gouvernement recevront des engrais subventionnés pour les semis d'été. Les marges de manœuvres sont toutefois faibles et la croissance de la production agricole devrait restée limitée en Égypte à court terme compte tenu des contraintes spatiales et hydriques.

Antoine COSSON

Attaché sectoriel Infrastructures et Développement durable
antoine.cosson@dgtresor.gouv.fr

¹ En 2021, la Russie était le premier exportateur mondial d'engrais azotés et le deuxième plus grand fournisseur d'engrais potassiques et phosphorés (14% du marché); la guerre complique les exportations en partance de la mer noire. Cette crise s'ajoute à des restrictions d'exports d'engrais pour 6 mois décidées par la Russie en décembre 2021.

² Dans un contexte d'inflation des matières premières et préoccupée par sa sécurité alimentaire, en juillet 2021, la Chine annonce la suspension des exportations d'engrais jusqu'en juin 2022 afin de garantir la disponibilité des engrais sur son marché intérieur.

³ L'Egypte est le premier importateur de blé dans le monde.